Trente-cinquième Année. — N° 24 — UN NUMERO 15 CENTIMES — VENDREDI 24 JANVIER 1890

JOURNAL DE ROUBAIX

PRIX DE L'ABONNEMENT : Roubaix-Tourcoing, Trois mois, 13 fr. 50. — Six mois, 26 fr. — Un an 50 francs. — Nord, Pas-de-Calais, Somme, Aisne : Trois mois, 15 francs. — Les Départements et l'Etranger, les frais de poste en sus.
Le prix des abonnements est payable d'avance. Tout abonnement continue jusqu'à réception d'avis contraire.

BUREAUX : A ROUBAIX, RUE NEUVE, 17. — A TOURCOING, RUE DES POUTRAINS, 42
Directeur : ALFRED REBOUX
AGENCE SPÉCIALE A PARIS, Rue Notre-Dame-des-Victoires,

ABONNEMENTS ET ANNONCES : Rue Neuve, 17, à Roubaix. — A Lille, rue du Curé-Saint Etienne, 9 *bis*. — A Paris, chez MM. HAVAS, LAFFITE et Cie, place de la Bourse et rue Notre-Dame-des-Victoires, 28, — à Bruxelles, à l'*Office de Publicité*.

NOS FEUILLETONS

A la *Confession d'un Père* qui touche à sa fin, nous ferons succéder

LA HANTERIE

de M. Paul HAREL

une œuvre littéraire de premier ordre et une paysannerie fortifiante, reposante et saine.

C'est l'histoire d'un « fils unique » de Normandie, nature simple et droite, pensant à sa petite cousine, élevé aux champs et qui veut rester laboureur.

Son riche papa ne l'entend pas ainsi.... Celui-ci veut faire de son fils un *avocat*.

On verra ce qu'il advient de la sotte vanité paternelle.

ROUBAIX, LE 23 JANVIER 1890

AU DELA DE L'OCÉAN

La *Revue des Deux Mondes* publie, dans son dernier numéro, un intéressant article de M. de Varigny, sur la politique de M. Blaine et le « congrès des trois Amériques. »

M. Blaine est la personnification la plus éminente du parti qui veut interdire aux produits européens l'entrée des trois Amériques.

On comprend pourquoi nous avons lu avec attention l'étude publiée dans la *Revue des Deux Mondes* : c'est que le développement industriel de Roubaix-Tourcoing peut dépendre du triomphe ou de l'échec des idées sociales et économiques que représente là-bas M. Blaine.

L'auteur fait une curieuse biographie du « Bismarck américain ». Il montre en lui un tacticien parlementaire et un manieur d'élections sans égal. La campagne conduite par M. Blaine contre l'ex-président Cleveland, le piège tendu au candide sir Lionel Sackville, ministre d'Angleterre à Washington, l'habile exploitation de la fameuse lettre de celui-ci contre le parti démocrate, sont des chefs-d'œuvre de politique américaine.

Mais le premier ministre du président Harrison est mieux qu'un remarquable chef de parti. Il a apporté au pouvoir de hautes visées d'avenir, et il les poursuit avec une volonté tenace, une expérience consommée des hommes et des mobiles qui les font agir, une intrépide confiance en lui-même.

Il se propose de réaliser la fédération des trois Amériques, groupées sous l'égide des Etats-Unis, ralliées autour de l'Etat le plus populeux, le plus riche et le plus puissant de cette ligue de cent cinquante millions d'habitants, détenteurs de quarante-un millions de kilomètres carrés du plus fertile des continents. Il veut fermer l'Amérique aux produits européens, et l'ouvrir aux produits de la grande république, monopolisant à son profit un marché chaque année plus important, décuplant, avec son outillage, sa production industrielle, s'enrichissant sans efforts, absorbant l'or et l'argent du Mexique et du Pérou, de la Bolivie et de Costa-Rica, de l'Equateur et du Venezuela, fabriquant pour tous, vendant à tous. Puis, comme corollaire : l'Angleterre à demi ruinée et l'Europe appauvrie, hors d'état de lutter contre des tarifs exorbitants ; les Etats-Unis occupant, sans conteste, le premier rang parmi les nations commerciales; New-York devenant le premier port du monde, le marché financier de l'Amérique entière; le Nouveau-Monde affranchi de l'ancien, attirant à lui par l'appât des salaires élevés, des terres vacantes, des institutions libres, un irrésistible courant d'émigration, et, par le fait de cette évolution, l'axe du monde transféré d'un continent dans l'autre.

C'est pour poser les jalons de ce programme grandiose que M. Blaine a fait convoquer à Washington le Congrès des trois Amériques, qui s'est réuni le 2 octobre 1889. Nous avons déjà analysé le discours par lequel il a ouvert cette réunion d'hommes d'élite de tous les Etats du Nouveau-Monde. Ecartant toute emphase de mots, il a laissé parler les faits et les chiffres.

Pour montrer aux délégués les merveilleux progrès qu'avait pu, en un siècle de vie nationale, réaliser la grande république, ceux que pouvaient et devaient réaliser elles-mêmes, avec son concours amical, les nations qu'ils représentaient, James G. Blaine, les invitait, avant toute discussion, à un voyage d'exploration à travers les Etats-Unis. Le gouvernement, en faisait les frais, réglait l'itinéraire; tout était prêt, on n'attendait que leur assentiment.

Dans ses entretiens particuliers, dit M. de Varigny, M. Blaine ne dissimulait rien de ce qu'il espérait en invitant une grave assemblée de diplomates et de jurisconsultes à faire trêve aux discussions sérieuses pour se métamorphoser en un Congrès de touristes visitant un pays riche et curieux, banquetés et fêtés, hôtes choyés de la grande république.

Le Congrès avait voté pour ces dépenses une somme de 125.000 dollars (625.000 francs), mais les villes se disputaient l'honneur de traiter magnifiquement les visiteurs ; les grandes Compagnies de chemins de fer d'organiser à leurs frais un train princier. Jay-Gloud et ses collègues ainsi que le comité de réception, entendaient faire grandement les choses et donner aux délégués une haute idée de la richesse des Américains. Ils y réussirent et jamais on ne vit, en pareille circonstance, déployer pareil luxe.

On construisit des voies de raccordement permettant au train du Congrès de passer d'une ligne sur l'autre sans transbordement. Pour épargner aux voyageurs tout retard et tout déplacement, leur installation était définitive et permanente ; jusqu'à la fin de ce voyage de six semaines, d'un parcours de 4,400 milles, et qui emprunterait le transit des voies de trente Compagnie différentes, ils occuperaient les mêmes voitures au service desquelles étaient affectés des domestiques spéciaux.

Cinq wagons construits et aménagés d'après un système nouveau contenant chacun douze chambres à coucher et cabinets de toilette, salles de bains, de coiffeur et buffet, un wagon-salon, avec fumoir et salles de jeu, un wagon-restaurant, présidé par un chef émérite ayant sous ses ordres les cuisiniers et le personnel nécessaire, constituaient une installation comme il n'en existe pas en Europe. Le train entier était éclairé à la lumière électrique et chaque chambre était aménagée de manière à permettre de lire, écrire, travailler à son aise, ou, d'un balcon vitré, admirer les sites les plus célèbres.

Dans une session prochaine, le Congrès abordera la partie plus austère de sa tâche. En attendant, M. de Varigny fait judicieusement observer que le secrétaire d'Etat américain prend à tâche d'accentuer et de multiplier les difficultés diplomatiques des Etats-Unis avec les puissances européennes. A Samoa et aux iles Marschall, il entre en conflit avec les Allemands. Il fait publier des interviews où il revendique le Canada, pour lequel il faut savoir attendre; et Cuba, « l'île toujours malpropre, » qu'il faut annexer aux Etats-Unis, dût-on l'acheter, les Espagnols la tenant si mal que c'est un foyer d'infection pour les côtes occidentales de l'Amérique. « Cuba, entre nos mains, dit M. Blaine, assainie et drainée, cesserait d'être un danger permanent; la fièvre jaune disparaîtrait à jamais. » Puis viendront les iles Sandwich, Terre-Neuve et ses pêcheries, la baie d'Hudson, celle de Baffin, etc., jusqu'à ce que des rives glacées de la mer de Lincoln au cap Horn, l'Amérique soit aux Américains.

M. de Varigny ne croit pas à la réalisation immédiate de ces ambitions formidables. Il n'est pas possible d'amener aujourd'hui dix-sept Etats d'origine, de langue et de tradition différentes, à sacrifier leurs intérêts immédiats au rêve d'une nation dite continentale. Ils devraient pour cela s'interdire leurs meilleurs débouchés, renoncer à un marché de 347 millions de consommateurs européens pour y substituer celui de 59 millions de producteurs que leur offrent les Etats-Unis. En outre, le Bismarck américain n'a pas, comme son modèle allemand, le temps devant lui; il est soumis aux vicissitudes électorales.

Une union douanière serait trop préjudiciable à l'Amérique latine, qu'elle arrêterait en plein essor, pour que ses représentants y souscrivent actuellement. Mais la conception de M. Blaine est immédiatement réalisable sur divers points. On arrivera sans doute avant peu à supprimer les barrières artificielles, à substituer une monnaie unique, un système uniforme de poids et de mesures, d'évaluation et de classification, aux entraves résultant de monnaies diverses, d'usages commerciaux aussi variés que compliqués. L'un entrainera l'autre et le reste viendra à son heure.

La question, conclut M. de Varigny, vaut que l'Europe s'en occupe et que ses diplomates s'en préoccupent. Avec un homme d'Etat de l'envergure de M. Blaine, aussi tenace en ses idées que fertile en ses ressources, bien des surprises sont possibles, et, de ce que les circonstances actuelles militent contre son projet, il ne s'ensuit pas qu'elles soient immuables, et, contre toute attente, ne changent. Si le Bismarck américain n'a pour lui et derrière lui, ni les éclatants succès de son modèle, ni une organisation militaire préparée de longue main, et, au moment décisif, sans égale, il a derrière lui une nation prospère, pleine d'ardeur et d'ambition, des capitalistes comme le monde n'en avait pas encore vus; il a, pour lui, les fautes que l'Europe pourrait commettre et le parti qu'il en saurait tirer.

LES FONCTIONNAIRES

Le sort des fonctionnaires en France suggère à la philosophie de M. Jules Simon de tristes et justes réflexions. Il trouve que la république a des favoris pour lesquels elle crée des places, et d'autres favoris pour lesquels elle crée des vacances. Il en résulte « qu'elle est mal servie par des serviteurs inquiets ou mécontents, et que le public n'est pas servi du tout. Il n'est que surveillé et morigéné ». M. Jules Simon passe en revue les fonctionnaires, en commençant par les préfets :

« Savez-vous que le plus gros personnage du département en est aussi le plus fragile? Il vient d'achever à travers son royaume une tournée accablante, de batailler avec ses conseillers généraux et de faire trembler ses subordonnés. Au retour, il entre dans son cabinet et voit une lettre du ministre sur son bureau. Elle l'offusque, cette lettre. Il a un pressentiment qu'elle ne vaut rien. En effet, c'est une lettre de service qui lui apprend le nom de son successeur. Il n'a que le temps de faire ses malles. Est-ce un gros bonnet bien appuyé, bien protégé, par des députés en crédit? On le nomme conseiller d'Etat. N'a-t-il que des patrons de seconde qualité? On l'apaise avec une recette ou un consulat. Si c'est un homme de rien, arrivé seulement par son mérite, on le met à pied, tout simplement. Il lui reste le droit de mettre sur ses cartes : Ancien préfet.

» Les conseillers d'Etat dont je viens de parler ne sont pas eux-mêmes à l'abri. On leur a donné un semblant d'inamovibilité, en décidant qu'ils ne peuvent être révoqués que par le conseil des ministres. C'est une garantie. Elle n'est pas grande. On ne se refuse pas un conseiller d'Etat entre collègues. « J'ai besoin de sa place. » Que répondre à cela? Le conseiller dont la place est nécessaire pour faciliter un mouvement devient aussitôt, de l'avis unanime un mauvais conseiller. Il est fatigué, cet homme ! Il n'a jamais été bien fort. Il a peut-être des rentes. Il doit en avoir. On lui rend service en le débarrassant de ses fatigues. S'il crie beaucoup, on lui fait une promesse. Il passe alors à l'état de solliciteur. On le supporte en cette qualité pendant six mois. Après quoi, on lui fait entendre que ses services, dont il parle incessamment, sont bien vieux, ou bien problématiques, et qu'il est lui-même bien ennuyeux.

» Je ne vous parle pas des sous-préfets, et des substituts, et du menu fretin qui vient par derrière. Pauvre fretin! On ne lui ôte pas grand'chose, c'est ce qui met à l'aise la sensibilité de celui qui frappe ; mais ce peu qu'il va perdre, c'est tout pour lui, c'est le pain de ses enfants. On se console du mal qu'on fait en disant : « Il est jeune, il fera autre chose. » Comment jeune? En administration, on n'est jeune que jusqu'à trente ans.

» Passé cette date, impossible de trouver un emploi. On se heurte partout à un règlement inflexible. Outre le malheur d'avoir trente ans, il a celui d'être ancien fonctionnaire. Ce n'est pas une tare ; non, certes ! C'est un caractère. Rien n'est plus difficile à un ancien fonctionnaire que de se retourner. C'est un cheval de manège qui a fait tourner la même meule pendant des années, avec des œillères pour ne rien voir à droite et à gauche. En sortant du service, il découvre avec effroi qu'il n'est propre à rien. Sa capacité tenait à ses galons.

» Dans ce fretin, j'ai bien envie de comprendre des fonctionnaires qui ne sont pas des fonctionnaires ou qui le sont par ce seul côté, qu'on peut à volonté leur retirer leur provende. Ce sont les desservans et les vicaires, dont on supprime le traitement par coupes réglées. Je sais bien qu'ils n'ont pas de famille. Et comment soutiendraient-ils une famille avec des traitements de 400 francs? Quelques-uns ont une mère, une sœur à nourrir. Le casuel n'est, pour beaucoup, qu'un vain mot.

» Dans les carrières où l'on entre difficilement, à la suite d'un concours, on a ordinairement quelques garanties. Il faut des formalités pour un simple changement d'emploi, un jugement pour une privation de grade. Les professeurs, les ingénieurs, les magistrats ont une sorte de charte qui leur donne quelque sécurité. Ils sont à l'abri d'une destitution. Ils ne sont pas à l'abri d'un changement de résidence. Au pis-aller, on les laisse où ils sont : juge inamovible, pendant trente ans, à Carpentras !

» Puisque je parle de mutations, je remarque qu'elles sont de plus en plus fréquentes parmi les préfets. Règle générale : après chaque élection, les préfets exécutent entre eux une contredanse. On a souvent critiqué cette méthode qui réduit des magistrats à l'état de nomades. Elle est dure pour les personnes et funeste pour les affaires. On est bon ou mauvais préfet selon la qualité de son esprit, mais on n'est vraiment bon pour un département que quand on le connait. Il y a un apprentissage à faire du pays et des hommes. Ce préfet, qui se promène incessamment d'une préfecture à l'autre, a beau être un habile administrateur : il passe sa vie à n'être qu'un apprenti. C'est au moment où il allait commencer à faire du bien qu'on le déplace. Tous ses subordonnés, obligés si souvent de porter leur dévoûment de l'un à l'autre, se déshabituent d'avoir du zèle, et se réfugient, de guerre lasse, dans la routine.

» Sans compter que les déplacemens peuvent être, sous une forme dissimulée, un châtiment. C'est la France à traverser ; c'est un mobilier à transporter ; c'est un climat nouveau à affronter ; c'est un département grincheux à subir. Le malheureux fonctionnaire aurait intérêt à s'en aller, s'il n'était retenu par la nécessité d'atteindre l'âge de la retraite. Il se demande quelle faute il a commise, à qui il a déplu, quel ennemi secret il a auprès du ministre ou dans les bureaux. Il interroge tout le monde. Il fait le voyage de Paris, où il n'apprend rien. Il ne réussit qu'à se rendre incommode. On dit de lui : « C'est un agité. »

» Je ne parle pas des mesures générales, comme l'épuration. Une loi d'épuration ne peut être qu'une de ces deux choses : une vengeance ou une curée. Elle ne peut avoir qu'une conséquence, supprimer la sécurité et la dignité des magistrats. N'est-il pas étonnant qu'un pays qui a tant de fonctionnaires ignore à ce point la façon de s'en bien servir?

» JULES SIMON. »

L'IMPOT FONCIER

La *Liberté* confirme les inexactitudes relevées par le *Matin* relatives à l'impôt foncier, notamment en ce qui concerne une soit disant plus-value de 45 millions, résultant de la nouvelle évaluation des propriétés bâties.

Voici, ajoute *La Liberté*, ce qui a donné lieu à l'erreur. « En vertu de la loi de 1790, les propriétés bâties seraient taxées à 5 0/0, mais il y a lieu de faire remarquer que la taxe appliquée actuellement varie aux alentours de 3,25 0/0.

Il faudrait donc majorer la taxe d'un chiffre allant de 3,25 à 5 0/0 pour obtenir les 45 millions dont il a été si souvent parlé.

Cette majoration n'est pas possible; on ne peut donc faire état des 45 millions et le produit réel à effectuer reste à déterminer ainsi que le système à adopter.

Cependant, nous croyons que le ministre déposera, d'ici quelques jours, un projet spécial sur la matière. Ajoutons que les autres questions se référant au budget de 1891, telles que l'impôt des portes et des fenêtres, et les boissons sont encore à l'étude.

S'il parait certain que les sucres indemnes seront frappés, les chiffres donnés à ce sujet ne sont pas encore établis.

Enfin, il est impossible, malgré la diligence mise, d'assigner une date au projet de budget de 1891; on remarquera qu'en 1889 il a été déposé le 9 février, en 1888 le 21 juin.

LE COMTE DE PARIS EN AMÉRIQUE

Le *Temps* publie sur le voyage de M. le comte de Paris les renseignements suivants, recueillis de la bouche de M. le marquis de Beauvoir :

« Il est vrai que le comte de Paris partira bientôt pour les Antilles, il s'embarquera le 30 janvier à Cadix se dirigeant vers la Havane ; poussera-t-il son voyage jusqu'aux Etats-Unis, ou reviendra-t-il directement à Londres, il n'a encore pris aucune décision à cet égard. Toujours est-il qu'il sera de retour en Angleterre vers Pâques.

» Le comte de Paris avait résolu depuis longtemps, d'accomplir ce voyage, qu'il a entrepris uniquement dans le but de se distraire et de s'instruire.

» D'ailleurs, il a coutume, chaque année, de passer l'hiver en Andalousie, il a préféré cette année se rendre à la Havane.»

Le *Moniteur* dit à ce sujet :

« Un journal du matin publie au sujet d'un prochain voyage de M. le comte de Paris aux Antilles, des informations dont une partie est exacte, mais qui appellent sur d'autres points des rectifications.

» On sait que M. le Comte de Paris passe chaque année l'hiver en Andalousie, il revient tous les ans en Angleterre vers Pâques.

» Cette année il abrégera son séjour en Espagne, il s'embarquera à Cadix vers la fin de janvier pour les Antilles.

» La date de son retour en Angleterre n'en sera aucunement modifiée.

» M. le comte de Paris, contrairement au dire de notre confrère n'est pas en Portugal, l'erreur n'est pas moindre quand on rattache son projet de voyage aux difficultés existantes entre les cabinets de St-James et de Lisbonne.

» Quels que soient ses sentiments et sa tendresse de père pour S. M. la reine de Portugal, sa situation ne comporte aucune immixtion dans les différends qui peuvent survenir entre les deux gouvernements.

» Au surplus, le voyage aux Antilles était décidé avant qu'aucun litige ne se fût produit.

» Il est d'ailleurs certain qu'avec le télégraphe, (comme le dit notre confrère), les communications seront aussi constantes et aussi faciles. Ce que dit le même journal de la confiance de M. le comte de Paris dans ses amis et dans l'avenir, est également vrai.

» Depuis les dernières élections cette confiance ne s'est pas démentie un seul instant.

» Le prince a le même sentiment que les événements lui imposeront de grands devoirs et la même résolution de les remplir.

» Quant au projet qui lui a été prêté de se rendre ensuite aux Etats-Unis, et d'y visiter les champs de bataille auxquels son souvenir est lié, nous croyons savoir que rien n'est encore décidé à cet égard.»

On lit dans la *Correspondance Nationale* :

« Plusieurs journaux ont annoncé un prochain voyage de M. le comte de Paris en Amérique et aux Antilles. Le fond de la nouvelle est vrai.

» Les détails sont aussi inexacts que variés.

» M. le comte de Paris, qui est en ce moment en Espagne, et non à Lisbonne, compte en effet, accompagné de son frère le duc de Chartres, passer à la Havane la fin du séjour qu'il fait ordinairement à cette époque de l'année à Villamanrique.

» M. le comte de Paris sera de retour pour les fêtes de Pâques en Angleterre où Mme la comtesse de Paris qui séjournera en Espagne jusqu'à cette époque, viendra le rejoindre. »

L'AFFAIRE GOUFFÉ

Paris, 22 janvier. — Contrairement à ce qu'annonce le *Soir*, Gabrielle Bompard, la maitresse d'Eyraud, n'a pas été arrêtée. Voici exactement ce qui s'est passé.

Mlle Bompard avait écrit, il y a quelques jours, au préfet de police, pour l'informer que, sous peu de jours, elle se présenterait à lui pour l'entretenir de l'affaire Gouffé.

M. Lozé garda sur cette lettre un silence absolu, n'en parla même pas à M. Goron, chef de la sûreté, et, ce matin, Gabrielle Bompard arrivait en voiture à la préfecture de police, et était reçue par M. Lozé, qui, après quelques instants d'entretien, la fit conduire auprès de M. Dopfer, juge d'instruction.

Après un long interrogatoire, dont aucun détail n'a transpiré, Gabrielle Bompard fut simplement invitée à se tenir à la disposition de la justice. Elle est donc en liberté.

Paris, 22 janvier. — C'est par une lettre adressée de Québec (Canada) au Préfet de police, que Gabrielle Bompard avait annoncé son intention d'être à Paris le 22 janvier, pour fournir à la police l'indication qu'elle possède sur l'assassinat de l'huissier Gouffé.

Exactement, ce matin, à dix heures, une jeune femme, élégamment vêtue, coiffée d'une petite toque de fourrure, les cheveux flottants, s'est présentée à la préfecture de police, disant : « Annoncez à M. Lozé Mlle Gabrielle Bompard ; je suis attendue. »

Elle fut introduite aussitôt auprès de M. Lozé, qui téléphona à l'inspecteur principal Jaume de venir immédiatement pour une affaire pressante.

Lorsqu'il arriva, M. Lozé, désignant Gabrielle Bompard, lui dit : « Connaissez-vous cette femme? »

« Certainement, répondit Jaume; j'ai même un mandat d'amener contre elle. »

Sur l'ordre de M. Dopfer, la jeune fille fut conduite dans son cabinet, où l'interrogatoire dura jusqu'à six heures du soir.

Elle raconta, dit-on, en entier la scène du crime, donna les noms de l'assassin et de ses complices, et indiqua le lieu où a été tué Gouffé.

Paris, 22 janvier. — D'après ce que nous avons pu savoir sur l'interrogatoire, l'auteur du crime ne serait pas Eyraud, mais un individu qui approchait de très près M. Gouffé.

Une descente de justice aura lieu, cette nuit, dans la maison du crime.

Contrairement à une première version, Gabrielle Bompard n'a pas été remise en liberté, elle a été gardée à la disposition du juge d'instruction.

Dans la soirée, une quinzaine d'agents sont partis dans différentes directions.

A une heure du matin, aucun d'eux n'était encore rentré à la sûreté, mais il est probable que deux arrestations au moins seront opérées cette nuit.

Chose étrange, le récit de Gabrielle Bompard n'est pas conforme, sur beaucoup de points, à la vérité déjà connue ; les détails, entre autres, du transport du cadavre à Millery, ne sont pas scrupuleusement exacts.

LE BACILLE DE L'INFLUENZA

Vienne, 22 janvier. — Voici, sur la découverte du bacille de l'influenza, des détails qui ont été fournis par le laboratoire du docteur Jolles.

Celui-ci s'était chargé d'examiner les expectorations des malades. Il a été surpris d'observer que, pendant l'épidémie, les crachats contenaient une grande quantité de capsules semblables aux bacilles de la pneumonie découverts par le docteur Friedlænder.

Guidé par la similitude de ces micro-organismes qui se retrouvent aussi dans les sédiments urinaires des personnes attaquées par l'influenza, ce qui n'avait pas encore été observé, le docteur Jolles a attiré l'attention des médecins sur la possibilité d'une apparition subséquente de pneumonies.

Ensuite, il a établi une culture de ces microbes retirés de ces expectorations et de ces urines. Au bout de quatre jours, des colonies s'étaient formées, semblables aux coccus du docteur Friedlæder; elles apparaissaient, sur une plaque de gélatine, comme des corps arrondis bien limités, jaunâtres et de grain fin, et présentaient une tête ronde semblable à de la porcelaine.

Une expectoration recueillie en province, qui a été également soumise à l'examen, a donné les mêmes bacilles ; seulement ils étaient moins brillants et plus fortement contournés que les bacilles du docteur Friedlænder.

Le résultat de ces bacilles, soumis aux couleurs d'aniline, est le même que celui des bacilles soumis par le docteur Friedlænder aux mêmes manipulations. En employant des couleurs d'aniline aqueuse, le docteur Jolles a obtenu de beaux spécimens, mais sans capsule.

Dans un examen des eaux de la ville, le 26 décembre 1889, les mêmes bacilles ont été constatés. On en a trouvé 228 dans un centimètre cube, qui, sous le microscope, se sont montrés sous une forme double, entourés d'un cercle plus clair.

En ce qui concerne les épreuves faites sur des animaux, elles ne sont pas terminées. Le docteur Jolles se réserve de faire un rapport à ce sujet.

Interrogé sur sa découverte, le docteur Jolles a confirmé la nouvelle.

— Je suis fort ennuyé, dit-il, de l'indiscrétion commise au sujet de cette découverte par un docteur de mes amis. Je ne voulais rien publier à ce sujet avant quinze jours pour me donner le temps de faire un rapport circonstancié sur l'influenza ; mais à présent, je ne puis plus attendre et j'ai résolu de déposer, jeudi prochain, un exposé de mes recherches à la société de médecine.

M. Jolles fit ensuite voir au microscope le bacille. — Pour le représenter, dit-il, supposez trois petits points de forme ovale contenus dans un autre cercle ovale.

Le docteur Jolles affirme que le bacille a beaucoup de ressemblance avec celui de la pneumonie, sans qu'il soit cependant possible de confondre les deux microbes.

NOUVELLES DU JOUR

La Commission de surveillance et de garde des voies ferrées, en temps de guerre

Paris, 22 janvier. — L'*Officiel* publie les noms des membres de la commission de surveillance, et de garde des voies ferrées en temps de guerre.

Cette commission est ainsi composée : président, le général de division Mathieu; membres, les généraux de brigade, de Saint-Germain, Gallimard, Leplus, MM. Cazelles, conseiller d'Etat, Bouffet, conseiller d'Etat, Gay, directeur des chemins de fer, Barrabaut, directeur de la Compagnie des chemins de fer de l'Est, Marin, directeur de la Compagnie des chemins de fer de l'Ouest; secrétaire, Taverna, attaché à l'état-major général.

Le prince Jérôme et le prince Victor

Paris, 22 janvier. — Pour la deuxième fois, depuis trois jours, le bruit court, et nous le reproduisons sous toutes réserves, que le prince Jérôme et le prince Victor, se sont réconciliés, aux conditions suivantes :

Le prince Victor, comme son frère Louis, prendrait du service à l'étranger. Le prince Jérôme rembourserait les sommes avancées jusqu'ici à son fils aîné.

Le pont sur la Manche et le tunnel sous la Manche

Paris, 22 janvier. — Le projet d'un pont sur la Manche, qui était patronné, nous dit-on, par le comte de Chandorgy, serait, paraît-il, actuellement abandonné.

D'un autre coté, l'assemblée générale annuelle de la société du tunnel sous la Manche a eu lieu à Londres, sous la présidence de sir Edouard Watkin.

Lecture a été donnée du rapport, qui expose que le bilan relatif au tunnel, n'a pas pu, faute

BOURSE DE PARIS

du jeudi 23 janvier

(par voie télégraphique et par fil spécial)

Cours précéd.	VALEURS	Cours d'ouv.	Cours de 2 h.	Cours de clôt.
	Fonds d'État			
87 93	3 0/0	87 90	87 80	87 825
104 97	4 1/2 0/0 1883	104 70	..	104 875
93 71	Italien 5 0/0	93 25	93 60	93 475
17 95	Turc 4 0/0	17 95	17 925	17 87
473 75	Egypte 6 0/0	472 50	472 ..	472 13
72 7/16	Extérieure 4 0/0	72 3/8	72 1/4	72 5/16
87 5/16	Hongrois 4 0/0	87 5/8	87 11/16	87 11/16
63 3/4	Portugais 3 0/0	63 1/8	63 3/4	63 1/16
97 7/16	Consolidés anglais	97 7/16	....	97 7/16
91 3/16	Russe 1880	94 1/8	94 1/4	91 3/16
93 11/16	Russe 1889	93 11/16	93 9/16	93 3/8
	Sociétés de crédit			
4285 ..	Banque de France	4280 ..	....	4240 ..
523 75	Banque d'Escompte	522 50	....	523 75
810 ..	Banque de Paris	808 75	....	808 75
1307 50	Crédit Foncier	1307 50	1306 75	1305 ..
425 ..	Crédit Mobilier	....	425 ..	422 50
708 75	Crédit Lyonnais	710 ..	....	711 25
535 6875	Banque Ottomane	534 375	....	531 06
	Chemins de fer			
1770 ..	Nord	....	1767 50	1767 50
1380 ..	Paris-Lyon-Méditer.	....	1377 50	1377 50
....	Orléans	....	....	....
493 75	Autrichiens	485 ..	....	480 ..
312 50	Lombards	308 75	....	308 75
373 75	Nord Espagne	371 25	....	373 75
312 50	Saragosse	....	312 50	310 ..
	Valeurs diverses			
1472 50	Gaz Parisien	....	1470 ..	1468 75
55 ..	Métaux	....	52 50	56 25
80 ..	Panama	....	78 75	80 ..
2313 75	Suez	2310 ..	2305 ..	2302 50
	Mines			
418 125	Rio-Tinto	412 50	409 375	410 62
117 50	Tharsis	116 25	..	116 25
....	de Beers	....	....	....

COURS DE CLOTURE AU COMPTANT

du 23 janvier 1890

Cours précédent	VALEURS	Cours du jour
87 97 1/2	3 0/0	87 75 ..
92 15 ./.	3 0/0 amortissable	92 25 ..
106 95 ./.	4 1/2 0/0 1883	106 22 1/2

BOURSE DE LILLE

du jeudi 23 janvier

PAR FIL TÉLÉPHONIQUE SPÉCIAL

VALEURS	COMPT.	COURS PRÉCÉD.
Lille 1860, remboursable à 100 fr.	....	106 ..
Lille 1863, remboursable à 150 fr.	....	115 ..
Lille 1868, remboursable à 500 fr.	....	507 ..
Lille 1877, remboursable à 500 fr.	....	520 ..
Lille 1884, obligations de 400 fr., 200 payés	415 ..	415 ..
Lille 1887	387 50	390 ..
Armentières 1863	....	477 50
Armentières 1875	....	1012 ..
Roubaix-Tourc.. remb. à 50 fr. en 50 ans	....	46 ..
Tourcoing 1876	....	475 ..
[illegible], remboursable à 100 fr.	....	108 50
Département du Nord	104 50	104 60
Caisse de Lille (Verley Decroix et Cie)	....	570 ..
— act. nouv.	....	1095 ..
C. de Roub. (Decroix, Vernier, Verley et Cie)	....	500 ..
Caisse d'Esc. E. Thomassin et Cie, act. anc.	....	115 ..
— — (act. n.), 250 fr. p.	....	217 50
Caisse Platel et Cie	....	350 ..
Cie des Industries textiles (L. Allart et Cie)	....	550 .
Crédit du Nord, act. 500 fr., 125 fr. payés	....	402 50
Compt. comm. Devilder et Cie, act. 1,000 fr.	....	1100 .
Gaz Wazemmes, ex-c. n° 27, act. 500 fr. p.	....	515 ..
Le Nord, assur., act. de 1,000 fr., 250 fr. p.	....	1275 .
Un. Gén. du Nord, act. de 500 fr., 125 fr. p.	....	435 .
Union Lin. du Nord, act. de 100 fr., tout p.	....	210 .
Banque rég. du Nord, à Roub., act. 500 fr.	....	500 ..
Compt. d'Esc. du Nord, à Roub., 250 fr., p.	....	540 ..
Soc. St-Sauv.-Arras (p. us. Gr. essm.), 500, t.p.	....	150
Tramways du Départ. du Nord (ex-c., 7.)	....	85 ..
Caisse comm. de Béthune A. Turbiez et Cie	....	500 .
Jardin Zoolog. de Lille, act. 500 fr., 250 f.p.	....	420 ..
Soc. an. Lille et Bonnières, act. 1,000 fr., t.p.	....	2015 ..
Brache-Saint-Vaast	....	3280
Denain et Anzin	....	300 ..
Obligations Nord	....	400
Fives-Lille, remboursables à 450 fr.	....	467 .
— Linière du Nord (oblig. hyp.) 300	....	252 50
Gaz Wazemmes (1 à 2,000) remb. à 300 fr.	....	500 .
Chemins de fer économiques du Nord	....	430 ..

DERNIÈRE HEURE

(De nos correspondants particuliers et par FIL SPÉCIAL)

Exécution de Dauga

Paris, 23 janvier. — On télégraphie de Nancy que Dauga, le féroce assassin qui avait terrifié par ses crimes multiples le département de Meurthe-et-Moselle, a été exécuté ce matin à sept heures

Il dormait d'un profond sommeil quand on a pénétré dans sa cellule; il a protesté de son innocence.

Il a demandé à écrire à sa femme; puis il a communié, et, sans faiblesse, il a marché à l'échafaud.

Les officiers territoriaux

Paris, 23 janvier. — Le ministre de la guerre fait procéder à une enquête sur le plus ou moins d'aptitude à faire campagne de tous les officiers de l'armée territoriale.

Un certain nombre d'officiers supérieurs, principalement des lieutenants-colonels et des chefs de bataillon, sont notoirement reconnus dans l'impossibilité d'exercer leur commandement. Dès que l'enquête ministérielle sera terminée, ils seront mis à la suite ou affectés au service des étapes.

M. de Freycinet désire que les généraux commandant chaque subdivision s'assurent que les troupes de l'armée territoriale sont solidement encadrées.

L'accident du général Boulanger

On lit dans le *Figaro* à ce sujet :

« Lundi soir, le général, très animé, causait avec plusieurs de ses amis personnels venus de Paris pour lui témoigner leur constante affection.

» Selon son habitude, il marchait à grands pas dans son salon, en discourant sur la situation que lui faisaient les derniers événements et la pression exercée par le gouvernement dans les récentes élections. Tout à coup, le général, absorbé sans doute par l'ardeur de ses démonstrations, heurta si violemment du front le lustre, placé assez bas sous la rosace du plafond, qu'il le brisa.

» Les cristaux aux facettes taillées, les bougies et les bobèches tombèrent avec fracas sur le général Boulanger couvert de sang.

» Ses amis s'empressèrent autour de lui. L'ancien ministre de la guerre avait au front une assez large blessure dont tout d'abord on s'exagéra la gravité et qui n'entrainera certainement aucune complication. Néanmoins, elle le condamne à plusieurs jours de repos. »

Le prince Jérôme et le prince Victor

Le *Figaro* publie la dépêche suivante :

« Turin, 22 janvier.

» Depuis que nous avons annoncé que le prince Jérôme et le prince Victor-Napoléon allaient se trouver ensemble aux funérailles du duc d'Aoste, à Turin, on s'est demandé un peu partout, en France et en Italie, s'il n'allait pas sortir de cette rencontre imprévue quelque réconciliation subite entre le père et le fils.

» On devine l'importance que prenait cette question dans le parti impérialiste.

» Nos renseignements particuliers, puisés aux sources les meilleures, nous permettent à ce sujet de renseigner complètement nos lecteurs.

» Non, il n'y aura pas de réconciliation.

» Rien ne sera changé dans l'attitude politique du prince Victor. Quant au prince Napoléon, qui semble de plus en plus se désintéresser des luttes des partis en France, il ne modifiera en rien sa manière de voir ou de penser.

» La preuve en est dans le simple récit du séjour des deux princes à Turin.

» Le prince Victor est arrivé lundi soir ici avec M. Maurice Levert et un autre de ses amis. Le soir même il fut reçu par la Reine.

« Le lendemain, il passa toute la matinée avec la princesse Lætitia sa sœur et assista à la messe de la chapelle avec la famille royale. Dans l'après-midi, le prince Victor pria sa mère de demander à son père s'il voulait le recevoir. La princesse Clotilde se montra tout heureuse de cette demande et répondit qu'en effet, devant un deuil aussi profond, tous les dissentiments de famille devaient s'effacer. Elle fit aussitôt la démarche voulue par son fils. Mais le prince Jérôme s'y refusa de la façon la plus formelle : et le refus du père était si net que toute tentative nouvelle devenait impossible.

» Presque à la même heure, le journal de Rome la *Tribuna* arrivait à Turin, dans les kiosques et annonçait la réconciliation solennelle du père et du fils.

» Je crois que cette information quelque peu erronée mit le comble à la colère du prince Jérôme, et celui-ci décida aussitôt de se tenir absolument à l'écart de la famille royale et de tous les siens.

» Après la visite qu'il fit à sa fille, la duchesse d'Aoste, le prince Jérôme ne se montra plus nulle part. Il ne parut ni au service ni à la messe ; et aujourd'hui même, jour des funérailles, à la cour personne ne l'a aperçu. On ne sait même pas officiellement s'il est encore à Turin.

» Il n'a dîné au palais ni hier ni aujourd'hui.

» Voilà où en est la réconciliation. » EMILIO.»

Un défi relevé

Nous avons publié hier le défi de M. Joffrin, M. Laguerre relève ainsi ce défi :

« J'accepte la proposition de M. Joffrin.

» J'offre de donner en même temps que lui ma démission de député de Paris.

» Et, à son choix, je me représenterai dans la deuxième circonscription du quinzième arrondissement, s'il veut recommencer à Clignancourt la lutte du 22 septembre contre le général Boulanger.

» Où bien je me présenterai contre lui à Clignancourt.

» Mes électeurs du quinzième me permettront de les quitter momentanément pour aller défendre la cause du Suffrage universel.

» Est-ce dit, monsieur Joffrin?

» GEORGES LAGUERRE. »

Le tir aux pigeons de Monte-Carlo

Monte-Carlo, 23 janvier. — M. Dreven, tireur français, a remporté le grand prix au tir aux pigeons. Sont venus ensuite M. Ophoven, de Belgique; le comte Venezza et M. Nocca, d'Italie.

Un drame terrible

Presbourg, 23 janvier. — Un drame terrible a mis en émoi la population de Presbourg. Le journaliste Aladar Palkowitz, de Schenkwitz, a tiré un coup de revolver dans l'œil d'une soubrette du théâtre de la ville, Mlle Louise Streicher, avec laquelle il avait des relations. L'état de cette jeune fille, connue pour sa beauté, est très grave.

Quant à Palkowitz, il s'est brûlé la cervelle d'un coup de revolver.

Rapports tendus entre Vienne et Berlin. — Conférence de généraux. — Critiques mal accueillies.

Londres, 23 janvier. — Le *Truth* raconte que les rapports des deux cours de Berlin et de Vienne sont loin d'être aujourd'hui aussi cordiaux qu'ils l'étaient il y a quelques mois.

Une conférence secrète de généraux allemands et autrichiens eut lieu récemment à Berlin, dans le but de discuter les systèmes respectifs d'organisation. Elle se termina brusquement, les officiers allemands ayant, avec cette raideur caractéristique de leur arme, condamné le système autrichien, et ayant carrément déclaré aux représentants du ministère de la guerre de Vienne que si une nouvelle guerre éclatait, l'armée autrichienne serait aussi rapidement et aussi complètement battue qu'en 1859 et en 1866.

Une émeute à Java. — Une mutinerie de Chinois. — Désordres graves

Batavia, 23 janvier. — Dans une fabrique de cette ville, occupant 5 à 600 coulis chinois, ceux-ci se révoltèrent dernièrement contre leurs surveillants, les frappèrent et demandèrent que trois d'entre eux fussent renvoyés de l'établissement. L'autorité, accompagnée d'un fort détachement de soldats de police, se mit en quête des Chinois et les engagea à reprendre le travail, mais les Célestes se montèrent de plus en plus : le soir, ils se rassemblèrent pour attaquer la maison du surveillant en chef, mais furent empêchés par la police de commettre des violences. Le lendemain, aucun des Chinois ne se présenta au travail; toutes les exhortations de se rendre à la fabrique furent vaines.

Cependant, quelques-uns des meneurs ayant été arrêtés, tous les Chinois attaquèrent la police, bien que celle-ci fut en nombre. La force armée fut reçue par des cris épouvantables et par une grêle de pierres.

On y vit le drapeau rouge déployé par 5 à 600 Chinois qui attaquèrent la force policière de trois côtés à la fois.

Celle-ci fit d'abord mine d'attaquer les Chinois à la baïonnette, mais la menace resta vaine et la police dut faire feu.

Vingt-cinq Chinois furent tués ou blessés. Les autres prirent la fuite, mais revinrent tous dans la journée même à leur travail et ne s'opposèrent même pas à l'arrestation de quelques meneurs.

La maladie de lord Salisbury

Londres, 23 janvier. — Lord Salisbury est beaucoup plus malade qu'on ne le pense généralement. Il a eu une rechute très grave, et ce matin lady Salisbury a répondu à deux diplomates étrangers, qui venaient s'enquérir de la santé du premier ministre, que, malgré sa robuste constitution, lord Salisbury éprouvait encore de fréquentes syncopes, et que la guérison serait très longue et très ardue. On parait très sérieusement inquiet dans l'entourage du ministre.

Inutile d'ajouter que dans ces circonstances lord Salisbury s'occupe très peu d'affaires et refuse de voir qui que ce soit.

Il y a cependant un certain nombre de diplomates à Londres qui restent sceptiques devant cette laborieuse convalescence et qui prétendent, peut être méchamment, que lord Salisbury est atteint de la « maladie du Portugal » et que ce ne sera rien. Ils ajoutent même que, loin de partir pour Cannes, Alexandrie ou Madère, le premier ministre anglais se trouvera *tout à coup* guéri.., la veille de l'ouverture du Parlement britannique.

LES MARCHÉS A TERME

BULLETIN DU JOUR

23 janvier.

ROUBAIX-TOURCOING. — La tendance du marché est faible. Il y a une légère baisse sur les peignés n° 1.

On a traité : Caisse de liquidation de Roubaix-Tourcoing, contrat n° 1: 5,000 k. sur février, à 6,15 ; 5.000 k. sur mars, à 6.10 ; 5000, k. sur avril, à 6.10.

5.000 k. sur mai à 6.10, 5,000 sur septembre à 6.05, 15,000 sur octobre à 6,05. Ensemble 40,000 k.

Contrat 2 : 20,000 kil. sur février à 5,95 ; 5,000 kil. sur mai à 5,90. Ensemble 25,000 kilos.

Caisse de liquidation de Tourcoing, n° 1 : 5.000 k. sur février, à 6,125, type supra irréductible, 6.000 k. sur mars à 6,40. Total de la journée, 75.000 k.

ANVERS. — La tendance du marché est soutenue. Les cours sont en baisse sur les peignés allemands contrat B.

On a traité peignés allemands contrat B : 10.000 k. sur janvier, 15.000 k. sur février, 35.000 k. sur mars, 25.000 k. sur avril.

55,000 k. sur mai, 30,000 sur juin, 35,000 sur juillet, 90,000 sur août, 75,000 sur septembre et 20,000 sur octobre. Ensemble : 390,000 kil.

Le marché d'hier était faible. Il y avait une légère baisse.

On a traité : 65,000 k. sur février, 15,000 k. sur mars, 5,000 sur juillet, 30,000 sur août, 55,000 sur septembre, 30,000 sur octobre, 5,000 ur novembre. Ensemble 205,000 kilos.